

Reportage en Dordogne, un mois après le meurtre des inspecteurs du travail

Le paysan n'était ni ruiné ni enragé

**LE DOCU-
MENT**
**OUI EMBAR-
RASSE**
LE MINISTRE

Selon Michel Baud, chef du service de l'inspection du travail, de l'émotion sociale agricole de Dordogne, un document confidentiel transmis au ministre de l'Agriculture, Hervé Gayraud, révèle que « l'agriculteur rétorque en « difficile financièrement ». Dans ce document, une enquête réalisée juste après

le meurtre par la DDAF (direction départementale de l'agriculture et des forêts), il apparaît que le prétendu « paysan au bord du gouffre » est en réalité un ancien assureur, « propriétaire d'une résidence principale et d'une résidence

secondaire en bord de mer », et que son bilan comptable « est positif ». « On ne comprend pas pourquoi il était en liquidation judiciaire », commente Michel Baud. On se pose des questions. A mon avis, cette liquidation n'était pas requise. »

**« IL A TUÉ
TRÈS
CALMEMENT. »**

A partement, le meurtrier n'a pas du tout tué sous le coup de l'émotion, contrairement à ce qui a été rapporté dans les médias. Le témoignage agricole présent à Saussignac le 2 septembre (il réparait une

bâche sur l'exploitation), évoque davantage un acte de sang-froid. « Ce jour-là, dans ma cour, j'étais en train de regarder les champs de prunes, ils m'étaient pas agressifs, ils ont porté des ouvriers durant un quart d'heure, vingt minutes avec des lunettes, ils ont demandé à voir les contrats. Il est allé les chercher dans la maison. Au bout d'un quart d'heure, il m'a dit toujours pas rien, les deux inspecteurs s'impatientent. Il se sont approchés de la porte. Il est sorti avec le fusil. Il a tiré à un mètre sur l'inspecteur. La fille est partie, il lui a tiré dans le dos. Il n'a rien dit. Après, il est retourné dans la maison, on a entendu un troisième coup de fusil. J'ai appelé les pompiers. Il s'est étonné. »

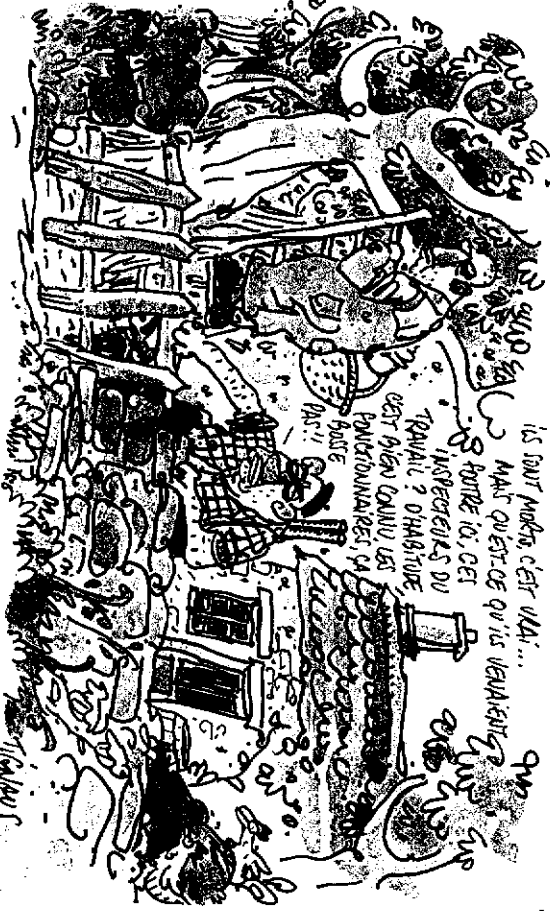
Voyage au pays du tueur de fonctionnaires

Le 2 septembre à 16 h 30, à Saussignac, un agriculteur tuait à coups de fusil deux inspecteurs du travail venus vérifier les contrats de ses cueilleurs de prunes. Un mois après le drame, les habitants « condamnent » le double meurtre, mais avouent le « comprendre ». Traumatisée, l'inspection du travail de la Dordogne n'a toujours pas repris ses tournées.

« D e son bras droit, le maire de Saussignac (420 habitants) pointe le bien du crime, une birocque en contrebas du village, et raconte : « Il est sorti par la petite porte, là, et il les a tirés. » Un vocabulaire de chasseur. Comme si l'agriculteur Claude Durvieu avait chassé des renards ou des lapins. Le maire poursuit : « Je ne puis pas vous dire quel était son, c'est malheureux pour les personnes, il y a des veuves, des orphelins. Il ne faut pas tirer sur quelqu'un, sinon [en plaisantant] moi je risque de vous tirer dessus tout à l'heure si vous n'êtes pas gentille... Maintenant, les fonctionnaires, c'est vrai que c'est comme les gendarmes, il y en a qui sont plus ou moins sympas. » Pour le maire de Saussignac, comme pour beaucoup de villeduillais de la région, les fonctionnaires ne sont pas vraiment des gens comme nous.

L'Ours d'or du fonctionnaire grincheux

Dans les jours qui ont suivi l'assassinat, le maire a même été obligé d'étouffer une jacquerie : certains de ses administrés voulaient manifester contre les contrôles,



qu'ils estiment beaucoup trop nombreux. Il est vrai que, depuis la PAC (Politique agricole commune) de 1992, et l'octroi de primes destinées à compenser la chute des prix due à l'ouverture des frontières communales, les contrôles ont augmenté — douanes, protection des végétaux, direction des services vétérinaires, etc. Et c'est en réaction à la PAC qu'est née la Coordination rurale, un nouveau syndicat paysan d'esprit néo-fasciste, proche de l'extrême droite et de la CDCA (Coordination des commerçants et artisans), qui continue à avoir de l'influence politique dans

le sud de la Dordogne. L'organisation est en effet bien implantée dans le département (limouge, le Lot-et-Garonne, où elle préside la chambre d'agriculture et décrite chaque année un « Pm de l'Ours d'or » au fonctionnaire « le plus grincheux avec les agriculteurs ». Trois fois sur quatre, l'Ours (des bombelles déversées devant les bureaux du fonctionnaire) est attribué aux inspecteurs du travail, ces empêcheurs d'exploiter en noir.

Même parmi les viticulteurs de Saussignac, qui « condamnent » le meurtre avec des caisses de vin, l'épiscrite de Saussignac, elle aussi, se montre relativement

du travail et Daniel Buffière (Mutualité sociale agricole), beaucoup affirmant néanmoins le « comprendre ». C'est le cas de Serge Hual, adhérent du Parti socialiste et de la FNSEA Dordogne, et Michel Royere-Bianchand, de la confédération paysanne, en redressement judiciaire tous les deux. Ils assurent que les contrats sont très dans à vivre lorsque l'on est au bord du gouffre financièrement, obligé d'aller faire d'humiliantes animations chez Lederc ou de passer des semaines sur les routes en VRP avec des caisses de vin. L'épiscrite de Saussignac, elle aussi, se montre relativement

LA FNSEA : FAUT SUPPRIMER TOUTS LES CONTRÔLES !

Dans le milieu agricole, certains ont sauté sur l'occasion pour contester le principe des contrôles. « A la demande de la Fédération viticole de Saône-et-Loire, quatre communes (Farges-lès-Mâcon, Bouzeron, Monoges et Montigny-la-Ville) ont pris des arrêtés imposant aux inspecteurs du travail d'effectuer les contrôles dans les vignobles ou les champs qui leur fait « préférer » le « en présence du maître » (Le Journal de Saône-et-Loire, numéro des 25 et 26 septembre). Ce qui n'est finalement que de la dévotion, fortifiée de tous ces nouveaux inspecteurs qui sillonnent la campagne. Si ce travail n'est pas fait, il ne faut pas réclamer que, à l'instar de ce qui se passe dans certains pays comme les États-Unis, la violence paysanne soit le développement. » E. V.

À Périgueux, les inspecteurs du travail traumatisés

En revanche, à Périgueux, au siège de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Dordogne, le traumatisme est immense. D'autant plus que les collègues de Sylvie Trémouille ne se sentent soutenus ni par les médias, ni par le gouvernement. « Nous ne sommes plus que trois contrôleurs pour tout le département. Dont deux jeunes femmes. Pour le moment, les contrats sont sûrs, perdus car il faut qu'on se reconstruise.

